Il y a cinquante ans, le peuple l’exigeait : c´est Fidel qui devait occuper le poste de Premier ministre

Le peuple cubain ne pouvait pas se résigner à ce que Fidel Castro, le Commandant en chef des Forces Armées Révolutionnaires, renonce à la fonction de Premier ministre. Après avoir exigé et obtenu le départ du président récalcitrant, Manuel Urrutia Lleó, il a continué à réclamer le retour de son véritable leader aux rênes du gouvernement.

Fidel avait annoncé que la question serait débattue quelques jours plus tard, à l´occasion du grand rassemblement qui devait avoir lieu sur une vaste place de la capitale, celle qui devait, ce jour là, recevoir le nom de Place de la Révolution José Marti. Un grand nombre d´ouvriers et de paysans y étaient attendu pour commémorer le sixième anniversaire de l´attaque des casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes.

La date allait de nouveau correspondre à une page d´une grande importance pour l´histoire de Cuba et de sa révolution. L´effervescence populaire grandissait et le peuple réclamait que Fidel réoccupe immédiatement son poste de premier ministre.

A l´ambassade des États-Unis, après le départ d´Urrutia et d´autres fonctionnaires réactionnaires, une question restait sans réponse : pourquoi le leader révolutionnaire ne reprenait-il pas aussitôt ses fonctions ?

Certaines agences de presse étrangères se lançaient dans la spéculation. La contre-révolution interne et externe augmentait ses attaques imprégnées d´un violent anticommunisme. L´extrême droite nord-américaine appuyée par l´Agence Centrale d´Intelligence (CIA) et les groupes annexionnistes récemment installés à Miami préparaient leurs plans terroristes.

C´est le 17 mai qu´avait été promulguée la loi de réforme agraire qui avait donné gratuitement la propriété de la terre à plus de cent mille paysans. Le caractère anti-impérialiste et antiféodal de la révolution lui avait attiré la haine des monopoles nord-américains. Fidel affirmera peu après que « c´est cette loi qui a été le point de départ de l´opposition directe de l´impérialisme à Cuba ».

Peu de temps après, le gouvernement des États-Unis avait supprimé le quota de sucre assigné à l´ile sur le marché nord-américain, ainsi que son approvisionnement en pétrole.

Toutes les conditions étaient créées pour donner le feu vert à l´invasion de Playa Giron qui aurait lieu en avril 1961, ainsi que pour le durcissement du blocus commercial et financier qui dure maintenant depuis presque un demi-siècle.

L´intuition populaire était évidemment sensible à ce climat de plus en plus lourd. Les ouvriers et les paysans exigeaient que le retour de Fidel à la tête du gouvernement se produise sans retard.

Le 22 juillet, il y a cinquante ans, lorsqu´il a pris la parole en clôture du dixième congrès textile, Fidel a déclaré : « Il a fallu livrer un combat difficile et bien peser chacun des pas réalisés pour couper court à toutes les manœuvres et à toutes les intrigues et pour barrer la route aux ennemis déclarés et aux ennemis cachés. »

A un autre moment, il a précisé : « Pour moi, la Révolution n´est pas un poste gouvernemental. La fonction peut faciliter les choses, elle peut aider à une meilleur coordination, mais la Révolution n´est pas la fonction. »

Le lendemain, la Confédération de travailleurs de Cuba (CTC) a décidé une grève générale d´une heure, de dix heures à onze heures du matin, pour manifester son appui à la demande populaire. Sur tout le territoire de l´archipel cubain, toutes les activités des secteurs de la production et des services ont cessé, y compris le transport public et les classes.

Quelques heures plus tard, des dizaines de milliers de travailleurs, d´étudiants et des personnes de tous les secteurs de la population se dirigèrent vers le palais présidentiel pour y scander le mot d´ordre : « Fidel, Premier ministre ! ».

Le président qui venait d´être désigné, Osvaldo Dorticos Torrado, y prit la parole pour réaffirmer que le Docteur Fidel Castro devait écouter la clameur populaire.

Il manquait moins de 72 heures pour parvenir à l’heure fatidique à laquelle, au pied du monument de José Marti, la liesse populaire allait se déchainer.

Source:

Agencia de Información Nacional (AIN)
23/07/2009

Source URL: http://www.fidelcastro.cu/fr/articles/il-y-cinquante-ans-le-peuple-lexigeait-cest-fidel-qui-devait-occuper-le-poste-de-premier?width=600&height=600